Le vingt cinq février deux mil vingt à vingt heures, le conseil municipal de Longeville-lès-Metz s'est réuni, en session ordinaire, dans la salle du conseil de la mairie, après convocation légale du dix huit février deux mil vingt. La séance est placée sous la présidence d'Alain CHAPELAIN, maire.

Étaient présents : M. CHAPELAIN, maire.

M. HAZEMANN, Mme BALANDRAS, M. GOERGEN, M. WEIZMAN, Mme KULICHENSKI, Mme LUTT, Mme TOUSCH, M. RANCHON, M. BRUN, M. LANG, Mme MARTIN, Mme L'HUILLIER, Mme BAUDRY (entrée en séance à 20 h 06), M. FANARA, M. WURM, M. BROCARD, M. LAMY, M. VIVARELLI,

Étaient absents excusés : Mme MERLI (pouvoir à Mme MARTIN), M. BOULAY (pouvoir à Mme BALANDRAS), M. VERHAEGHE (pouvoir à M. HAZEMANN),

Étaient absents non excusés : Mme FORCA, Mme CORNET, M. EULA, Mme CUNY, Mme PELAGATTI,

Dix neuf conseillers sont présents à l'ouverture de la séance. Le quorum de quatorze personnes nécessaire pour délibérer valablement, est atteint.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

A l'unanimité, Monsieur Denis GOERGEN est désigné pour remplir la fonction de secrétaire de séance.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2020

A l'unanimité, le procès-verbal, joint à l'envoi de la convocation à la présente séance, est adopté.

POINT N° 1 – INSTALLATION D'UNE CONSEILLERE MUNICIPALE

Rapporteur – M. le Maire

Le 10 février 2020, j'ai appelé Madame Ségolène CORNET à siéger en remplacement de Madame Emanuèle IANNAZZI-TRITSCHLER, décédée.

POINT N°2 - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

Rapporteur : M. le Maire et M. WEIZMAN

Pour mémoire, il est rappelé que :

« La jurisprudence confirme que la tenue du débat d'orientations budgétaires, préalable à l'adoption du budget primitif, est une condition substantielle à la légalité du futur budget, même en année de renouvellement des conseils municipaux.

Ce débat correspond à l'objectif de "contrôle-information" que la loi d'orientation relative à l'administration territoriale du 06 février 1992 a voulu instituer au bénéfice des élus des assemblées locales.

Les objectifs du débat d'orientations budgétaires (DOB).

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif,

- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité.

Les obligations légales du DOB.

La tenue du débat d'orientations budgétaires est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (Articles L 2312-1, L 3312-1, L 4311-1 et L 5211-26 du code général des collectivités territoriales).

Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le débat ne peut pas être organisé au cours de la même séance que l'examen du budget primitif.

Dans les communes, le débat a lieu dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'assemblée délibérante. L'article 23 du règlement intérieur du conseil municipal longevillois fixe ces conditions.

Le débat d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Le contenu des débats n'est pas précisé par les textes. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

Le DOB est l'occasion de définir les priorités de la municipalité, en particulier en matière d'investissement, à partir du diagnostic financier de la collectivité.

L'analyse de la situation financière permet d'identifier les différentes marges de manœuvre :

- l'autofinancement net,
- le niveau d'endettement
- la capacité à rembourser la dette (ou capacité de désendettement),
- la pression fiscale (base, taux, mobilisation du potentiel fiscal)
- le coût des services publics et leurs tarifs,
- la recherche d'économies ...

Le résultat provisoire (ou capacité d'autofinancement (AF) brute) pour 2019 est de 732 887,67 euros.

En section de fonctionnement :

Le montant des intérêts de la dette a été de 6 977,27 euros.

Une exécution budgétaire rigoureuse a permis de contrôler les dépenses de fonctionnement. Le budget de la commune, dans un contexte économique de plus en plus contraint, est très largement maîtrisé.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée par l'Etat à la commune, en diminution constante depuis plusieurs années, est estimée à 350 000,00 euros en 2020.

Pour ce qui concerne les investissements, ces derniers seront poursuivis dans le respect d'un programme précis dont l'élaboration nécessitera une attention particulière ayant pour objectif, là encore, une maîtrise des dépenses publiques.

La masse salariale est contenue dans le respect du GVT (Glissement-Vieillesse-Technicité).

L'état de la dette communale est le suivant :

- Remboursement du capital : 73 418,29 euros
- Remboursement des intérêts : 6 977,27 euros
- Remboursement total : 80 395,56 euros

L'encours de la dette s'élève à moins de 188,06 euros/habitant pour Longeville-lès-Metz

Les dotations aux amortissements 2020 sont estimées à 251 000,00 euros.

Les activités périscolaires, incluant également les mercredis éducatifs et les centres de loisirs sans hébergement, seront maintenues. Une subvention estimée à plus de 100 000,00 euros sera nécessaire à leur fonctionnement. Cette subvention sera négociée dans le cadre de l'élaboration du budget 2020.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement des deux groupes scolaires seront maintenues.

La compensation suite à la perte de l'impôt sur les spectacles est estimée à 65 308,07 euros.

En conclusion, une gestion saine du budget et une maîtrise des dépenses permet de maintenir les taux de la fiscalité locale à un niveau relativement bas en comparaison départementale et nationale. Les taux n'évolueront pas cette année permettant ainsi à Longeville-lès-Metz de conserver sa deuxième place au rang national des villes où il fait bon vivre.

En section d'investissement :

Les restes à réaliser en section d'investissement sont de 585 101,30 euros en dépenses.

L'excédent d'investissement reporté est de 242 518,32 euros.

Le remboursement du capital des emprunts est de 73 418,29 euros.

Le Fonds de Compensation de la TVA est de 43 106,33 euros.

Les travaux engagés ou ayant nécessité des études approfondies en 2019 se poursuivront :

- Travaux, huisseries, cage d'escalier au Centre Socioculturel Robert Henry (CSRH) (93 244,15 euros)
- Matériel informatique (6 835,72 euros)
- Climatisation mairie (47 086,16 euros)
- Aménagement terrain plaine Saint-Symphorien (52 457,20 euros)
- Travaux d'aménagement d'un parking promenade de la Goulotte + construction d'un cheminement avec parking aux abords du cimetière (123 882,80 euros)
- Remplacement de lanternes UEM rue Schuman (23 997,67 euros)
- Couverture coursive CSRH (70 000,00 euros)
- Équipement urbain (3 899,98 euros)
- Équipement aires de jeux – écoles et parc (30 506,44 euros)
- Achat véhicule (5 710,50 euros)
- Divers frais d'étude (6 060,00 euros) pour des travaux sur les bâtiments communaux (construction auvent CSRH) et liés à la sécurité routière (abords des écoles)

S'agissant des orientations budgétaires nouvelles en matière d'investissement, les choix et arbitrages nécessaires interviendront au vu des résultats des élections municipales de mars 2020 mais également des opportunités budgétaires résultant de la communication des informations et notifications officielles.

Monsieur WEIZMAN fait une analyse et commente certains résultats financiers, en particulier l'excellent montant de la capacité d'autofinancement, plus de 730 000, 00 euros et le très faible montant de l'endettement de la commune par habitant, moins de 190,00 euros soit 4 fois moins que le taux moyen national. Il précise que ce faible taux d'endettement n'a nullement entravé les investissements de la commune en citant les plus importants (travaux de réhabilitation du Centre Socioculturel Robert Henry, travaux dans les écoles et bâtiments communaux, pose d'équipements et aménagement des espaces verts et naturels pour des lieux de détente...).

Il constate également que ces excellents résultats ont entre autres permis de faire de Longeville-lès-Metz la deuxième ville française où il fait bon vivre et que le Maire a ainsi placé la barre très haut pour son successeur quel qu'il soit.

4

**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE
LONGEVILLE LES METZ - SEANCE DU 25 FEVRIER 2020**

Monsieur le Maire remercie Monsieur WEIZMAN pour ces commentaires élogieux et précise que ces résultats sont le fruit d'un travail d'équipe et qu'il a eu la chance durant ses différents mandats d'être entouré d'élus et de collaborateurs de grande qualité.

Ses rapporteurs entendus,

- VU l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales,
- VU le règlement intérieur du conseil municipal de la commune de Longeville-lès-Metz,
- VU la note explicative de synthèse jointe à la convocation à la présente séance du conseil, en date du 18 février 2020,

le conseil municipal,

-prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires au titre de l'exercice 2020.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt heures trente minutes.

LE SECRÉTAIRE (GOERGEN)			LE MAIRE
BALANDRAS	HAZEMANN	LUTT	WEIZMAN
KULICHENSKI	RANCHON	BAUDRY	MARTIN
TOUSCH	LANG	L'HUILLIER	BRUN
FANARA	WURM	BROCART	LAMY
VIVARELLI			

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE.....	1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2020.....	1
POINT N° 1 - INSTALLATION D'UNE CONSEILLERE MUNICIPALE	1
POINT N°2 - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020.....	1